

Journée de la direction et de l'approche transversale du Ladyss

*Quelle valorisation pour la production
scientifique aujourd'hui ?*

Retours d'expériences de laboratoires de géographie et d'économie

26 novembre 2018

Salle des thèses de la Halles aux Farines, Université Paris Diderot-Paris 7

INTRODUCTION DE LA JOURNEE

Nathalie Lemarchand, Ladyss, souhaite à chacun la bienvenue à cette journée d'échange qui explorera la question de la valorisation de la production scientifique à partir des retours d'expériences. Il s'agit de penser un nouveau référentiel pluriel, y compris afin de reconnaître la pluralité linguistique des productions et la pluralité des supports. Cette journée vise à partir des contradictions dans lesquelles se trouvent les laboratoires lorsqu'ils doivent effectuer leurs auto-évaluations, ceci avant de dresser leurs bilans et de décider de leurs projets.

Ce projet de nouveau référentiel est issu de trois constats :

- Tout d'abord, le fait que l'évaluation est aujourd'hui ambiguë. Les guides qui figurent sur le site de l'HCERES afin que les laboratoires effectuent le bilan de leurs communications leur laissent une grande diversité de possibilités, mais il en ressort aussi des ambiguïtés, en particulier en ce qui concerne les aires linguistiques : les catégories proposées comportent ainsi à la fois les revues nationales et l'aire francophone, qui est par nature internationale. Il est aussi difficile de savoir quelles productions scientifiques doivent être prises en compte ou non dans le cadre de l'évaluation ;
- Une dimension normative contraignante : à travers la volonté de présenter les bilans les plus positifs possible, les unités développent souvent de fait une culture restrictive qui pourrait peu à peu conduire à une normalisation contraignante de la recherche. Comment garantir dans ce cas la diversité des travaux et approches ? ;
- Une hiérarchisation croissante des activités scientifiques, qui résulte de ces deux premiers constats.

Dans ce contexte, le questionnement sur l'évaluation est partagé par les chercheurs. Tous connaissent la Déclaration de San Francisco de 2012 sur l'évaluation de la recherche, signée en 2018 par le CNRS, l'IRD, le CIRAD, l'INSERM ou encore l'ANR. Il faut souligner aussi que le consortium Couperin, dont est membre le CNRS, a renoncé début 2018 à signer un accord avec Springer Périodiques, dont un certain nombre de ressources ne seront plus accessibles, et c'est peut-être une des raisons de son adoption de la Déclaration de San Francisco. Par ailleurs, le manifeste « *Une autre science est possible !* » a été publié en 2013, et la *Slow Science Academy* a quant à elle fait connaître son manifeste dès 2010. De nombreux articles et manifestes sont publiés à propos de l'évaluation, dont celui des économistes, « *Pour une économie pluraliste* ». Des forums, tels que celui organisé par le CNFG en 2014, ont aussi eu lieu sur ces questions.

Un des fils conducteurs de la réflexion sur l'évaluation est sans doute « *A quoi et à qui sert la production scientifique ?* » Les travaux scientifiques servent à mieux comprendre le monde, dans sa complexité, et donc à produire et partager de nouveaux savoirs au profit de la communauté académique et de la société. Les productions scientifiques servent aussi à éclairer les choix de société auprès de l'ensemble de ses membres, de l'échelle locale à l'échelle globale. Elles servent aussi à former les étudiantes et les étudiants, et c'est pourquoi plusieurs doctorants sont présents ce jour.

Etienne Grésillon explique que la première table-ronde portera sur la production et sur l'échange de la recherche entre laboratoires au-delà de la publication. La deuxième table-ronde portera sur la diversité de la production scientifique, notamment en termes de supports, de langues et de territoires, tout comme à la place de l'évaluation au fil du travail des chercheurs, en réfléchissant aux modalités concrètes d'application des règles existantes en la matière.

L'après-midi sera consacrée à un travail collectif d'élaboration qui sera animée par un facilitateur, et qui comportera quatre temps. Durant la matinée, les participants sont invités pour le préparer à répondre aux quatre questions qui figurent sur le document qui leur a été

distribué. Ce sera sur cette base que le travail d'intelligence collective débutera et s'élaborera selon la méthode qui sera présentée à partir de la fin de la matinée.

PREMIERE TABLE-RONDE :

POSITIONNEMENT DES LABORATOIRES AUTOUR DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE

Présentation

Thomas Lamarche, Ladyss, présente quelques-unes des contradictions dans lesquelles les chercheurs sont pris dans le cadre de leurs activités. La plus importante est sans doute le cadre concurrentiel dans lequel évoluent les laboratoires : il a progressivement été façonné au cours de la période récente à travers des instruments puissants de gouvernementalité dont il est difficile de se défaire au quotidien et qui marquent très fortement l'activité des chercheurs.

Un certain nombre de travaux ont été menés pour analyser ce cadre souvent dit néolibéral et la construction de logiques quasi entrepreneuriales par les individus. Ce cadre est empreint d'une conception utilitariste des activités scientifiques et promeut une position dans laquelle les chercheurs, selon les termes des travaux de Patrick Le Galès et Pierre Lascoumes, apparaissent « *gouvernés par les instruments* », et deviennent à la fois les instruments et les rouages d'un nouveau mode de fonctionnement. Dans ce contexte, les chercheurs se trouvent souvent en situation de mettre en œuvre des instruments qu'ils réprouvent et/ou sur lesquels ils auraient beaucoup à dire.

Dès lors, tandis que les stratégies peuvent être très individuelles, y compris à propos d'enjeux de financement collectif, comment suivre la politique du laboratoire et donc travailler collectivement ? Le regroupement des établissements auquel participe par exemple l'Université Paris Diderot-Paris 7 est une des conséquences de la politique d'enseignement supérieur et de recherche liées aux IDEX, et de façon générale à la mise en concurrence via l'accès aux financements publics. Les chercheurs qui y sont pris s'efforcent de transformer ces évolutions pour en tirer les conséquences les plus positives pour leurs travaux et pour l'exercice de leur profession, mais n'en restent pas moins pris dans des changements structurels et de gouvernementalité qui peuvent être très violents.

La recherche devient ainsi peu à peu un secteur productif, ce qui n'était pas historiquement le cas. Cette journée vise donc à assumer les transformations et les nouveaux instruments, mais surtout à dessiner les moyens de mises en commun, en particulier pour rendre compte de l'extrême variété des travaux des laboratoires et ne pas laisser agir les dispositifs du nouveau management public dans un sens normatif qui rétrécirait l'activité de recherche au seul périmètre de ce qui serait efficace pour gagner la timbale des concours. Il s'agit également d'expérimenter des types variés de productions et d'engagement dans la société face à des modes d'évaluation qui ne retiennent le plus souvent qu'un aspect de l'activité scientifique – à savoir, la publication d'articles jugés comme les meilleurs en raison du classement des revues ou de leur facteur d'impact.

Il faut donc faire avec les instruments existants, tout en les déconstruisant et en considérant de façon politique comment adopter des positions conjointes en termes de valorisation des travaux vis-à-vis des instances et des collègues. Cette journée a pour but de construire un certain nombre d'éléments en ce sens.

Nathalie Blanc estime que les unités, les laboratoires et tous les collectifs de recherche doivent repenser leur rôle afin de mettre en place des dispositifs immunitaires à l'attention des chercheurs en postes, des personnels administratifs et plus encore des jeunes chercheurs. Il s'agit d'éviter qu'ils soient pris dans les concurrences individuelles les plus effrénées. Il faut donc déterminer les moyens de ne plus penser les laboratoires comme des hôtels à projets, ce à quoi les modalités de financement actuelles les poussent de plus en plus, mais de faire en

sorte qu'ils fonctionnent réellement comme des collectifs. Cette journée entend donc repenser les référentiels à l'aune de leurs activités collectives.

Comment penser cette immunité au niveau des collectifs que sont les unités prises dans les tensions actuelles ? En biologie comme en d'autres disciplines des sciences dures, la logique concurrentielle a des effets désastreux sur l'éthique de la publication, et les sciences sociales sont aussi poussées dans cette direction. Une des pistes de réponses consisterait peut-être à ce que les collectifs de recherche valident les publications, et il en va de même pour les réponses aux appels à projets – en évitant en particulier que deux équipes d'un même laboratoire répondent à un même appel. Actuellement, les collectifs se ressaisissent au moment de leur évaluation HCERES et apparaissent à cette occasion en tant que tels, tout comme durant les assemblées générales, mais il est certainement possible d'imaginer d'autres occasions pour qu'ils puissent le faire. Dans le cadre de l'évolution actuelle des institutions, des laboratoires tels que Le Prodig, Géographie-Cités, le LGP, etc., seront séparés entre le futur campus Condorcet et ceux de l'Université de Paris, qui seront selon les dossiers alliés ou concurrents. Quelle sera alors la place de ces unités dans ce contexte ? Comment s'appuyer sur la réflexion collective ?

Pour élaborer collectivement autour de ses questions, le Ladyss, composé d'économistes et de géographes, a donc souhaité réunir des chercheurs issus de laboratoires en économie et en géographie. Au-delà de ces deux disciplines, ce dialogue permettra toutefois d'apporter des éléments pertinents pour d'autres disciplines en termes de portée sociale. Le Ladyss apporte enfin un grand-rôle à la recherche-action, qu'il s'agit également de valoriser.

Interventions

Anne-Laure Amilhat-Szary, UMR 5194 PACTE, remercie le Ladyss pour cette invitation qui tombe à point nommé, puisque tous les laboratoires cherchent à faire face en interne et entre eux aux injonctions actuelles. L'affirmation des collectifs en tant que tels est indispensable, parce que les chercheurs sont pris de fait dans de nombreuses dynamiques collectives. Il s'agit donc de proposer un référentiel alternatif et des éléments pérennes – pourquoi pas sous la forme d'une déclaration.

En premier lieu, tout chercheur est pris au quotidien dans des injonctions contradictoires, et un des premiers aspects à examiner pourrait être celui d'un retour à une bonne hiérarchisation des priorités.

Par ailleurs, le laboratoire PACTE a connu au cours des années récentes une importante crise de légitimité et l'a surmonté grâce un travail collégial de sa direction. Depuis deux ans ont été construits plusieurs outils collectifs de transparence ou de redistribution, notamment, qui fonctionnent de façon très satisfaisante pour les chercheurs. Une fois par semaine, les responsables d'équipes se retrouvent pendant deux heures pour réfléchir collectivement et mettent rapidement les comptes rendus de cette rencontre en ligne. Le laboratoire repose sur cette base collégiale où les approches théoriques sont loin d'être consensuelles : la construction imposée du laboratoire PACTE a rassemblé des équipes pluridisciplinaires qui se référaient au départ sans cesse à leurs origines, et il fallait donc construire un avenir souhaitable. Ce carrefour institué entre l'administration et la recherche a apporté d'excellents résultats et a débouché sur des assemblées générales désormais très fréquentées et enthousiastes. Cette grande amélioration repose sur un labour au quotidien qui ressort comme absolument nécessaire.

Béatrice Collignon, UMR 5319 Passages, indique que le laboratoire Passages est lui aussi pluridisciplinaire. Il provient de la fusion en 2016 de l'UMR 5185 ADESS (Pessac), de

l'UMR 5603 SET (Pau) et des équipes de l'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux, et doit rendre compte à cinq tutelles.

Chez Passages également, la direction est collégiale, même si elle est difficile à mettre en œuvre puisque les équipes travaillent dans des sites différents. Cette réflexion collégiale est mise en avant, puisqu'elle légitime ce qui est demandé aux collègues – à savoir, travailler ensemble. De plus, l'ancienne UMR ADESS provenant de Pessac portait lors du précédent quinquennat un projet scientifique très ambitieux qui a été oublié lorsqu'il a fallu répondre à de multiples appels à projets, et il était devenu difficile de comprendre quels étaient les objets de recherche de l'UMR.

Le conseil de laboratoire se réunit très régulièrement et l'assemblée générale est convoquée deux fois par an. Ces réunions sont systématiquement l'occasion de rappeler le projet scientifique et de souligner auprès des chercheurs qu'une partie au moins de leurs activités doivent y contribuer. Les trois focales de ce projet permettent de considérer sous des angles différents le rapport entre la reconfiguration de la spatialité et les changements globaux, ce qui est le cœur du projet. C'est de ces focales, et non des axes de recherche, qu'est attendue le renforcement du collectif.

À l'issue de la période de programmation, qui dure six ans, chaque focale devra produire un ouvrage collectif de synthèse et de propositions en parallèle des publications individuelles. Ce sont ces publications qui seront mises en avant lors du bilan. L'une des focales a décidé de construire cet ouvrage collectif autour de son processus de réflexion interne, et non du consensus, pour en caractériser l'évolution. Cette démarche est risquée compte tenu des critères actuels d'évaluation, mais permet de valoriser ce qu'apporte réellement un laboratoire en termes de valeur ajoutée collective. C'est aussi ce qui motive les collègues pour assister aux séminaires de focales qui ne sont pas directement liés à leurs projets de recherche.

Par ailleurs, des productions de types non classiques sont mises en avant. Un groupe de chercheurs est chargé des expositions artistiques de la Maison des Suds de l'Université Bordeaux Montaigne, où sont mises en avant depuis l'été 2017 des traductions artistiques de travaux de recherche. Huit expositions de ce type ont déjà eu lieu et cette initiative permettra à terme de disposer d'un catalogue des œuvres produites dans le cadre du lien institué de la sorte entre arts et sciences.

Enfin, bien que ce soit de façon moins formalisée pour le moment que ce que met en œuvre le LabEx DynamiTe, Passages développe et valorise la production de films de recherche et milite pour qu'elle soit considérée comme un produit de recherche au même titre que les autres productions. Une réflexion est aussi en cours pour mettre en place des collections de films de recherche.

Ces expériences montrent que les chercheurs sont en demande de dispositifs qui leur permettent de sortir de leurs propres travaux, et que les formats inhabituels et/ou collectifs représentent une dynamique propre de production : elle peut tout à fait s'appuyer sur la reconnaissance, par ailleurs, des travaux individuels, et permet de gagner en légitimité.

Enfin, chaque laboratoire contribue beaucoup à évaluer les travaux des autres laboratoires. Cette méthode permet d'interpréter selon les situations les critères du HCERES et produit aussi du référentiel par la pratique elle-même, ce qui est un point à valoriser.

Franck Lavigne, UMR 8591 LGP, déclare que le LGP n'est pas pluridisciplinaire, mais qu'il partage avec les laboratoires interdisciplinaires un certain nombre d'orientations scientifiques. Le LGP a en effet été pointé par l'AERES, devenue l'HCERES du fait de compter au départ deux équipes qui travaillaient peu ensemble : la première est consacrée aux paléoenvironnements et la seconde sur les dynamiques contemporaines, en particulier en ce qui concerne les risques.

Ces deux équipes de départ ont donc été dissoutes et les travaux redistribués depuis le 1^{er} janvier 2018 en thèmes scientifiques traités par des chercheurs issus de ces deux anciens collectifs, en partant du principe que la connaissance géographique contemporaine devait s'appuyer sur la connaissance du passé. Les effets de cette réorganisation préparée par la mise en place de groupes de travail sur des axes transversaux devront bien entendu être suivis, mais le principe est de favoriser les projets communs en s'inspirant de l'expérience du LABEX ou du CIST et en s'appuyant sur la forte identité du LGP.

Élisabeth Peyroux, UMR 8586 Prodig, explique que le laboratoire Prodig est placé sous plusieurs tutelles – qui comportent chacune leur propre système d'incitation – et qu'il doit gérer l'héritage d'où il provient. Cet héritage lui a transmis une fonction de valorisation et de diffusion de l'information géographique, qui a notamment donné lieu à une importante collaboration avec la Bibliothèque de la géographie internationale. Ce travail s'appuie en particulier sur l'iconographie provenant de Prodig, mais aussi de la communauté des chercheurs à travers la base de données ImaGEO. Lors de l'évaluation de fin 2017, le comité HCERES a invité l'UMR à réfléchir à cette mission à la fois en interne et vis-à-vis des services qui peuvent être rendus à la communauté. Le HCERES a aussi pointé le fait que ces ressources documentaires pourraient être utilisées dans les publications des chercheurs eux-mêmes, point qui a été retenu.

Parmi les multiples tutelles, l'IRD a une importance particulière, puisque de nombreux chercheurs de Prodig travaillent sur l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. Trois quarts des publications du laboratoire portent sur les pays du Sud, et les orientations scientifiques de l'IRD incitent à copublier avec des partenaires de ces pays, notamment sous la forme de la cosignature des publications scientifiques par des doctorants et chercheurs qui y travaillent : la nouvelle direction devra donc y être attentive. Le HCERES a aussi invité les chercheurs de Prodig à copublier au sein du laboratoire et à favoriser les transferts de connaissance vers les partenaires des pays du Sud, ceci à travers différents moyens. Il faudra donc réfléchir à ce dernier point en particulier : pour ce faire, il sera possible de se saisir d'outils propres à l'IRD.

L'IRD insiste aussi sur le lien à soutenir en termes de formation à la recherche. Un dispositif créé par Prodig permet d'accueillir chaque année quelques étudiants africains en Master 2 dans le cadre d'un stage de pré-entrée qui dure quelques semaines et qui se déroule dans la Maison européenne des Suds de Bondy. Ces étudiants intègrent ensuite le Master 2 Dynamiques des pays du Sud dans les meilleures conditions.

En termes de pratiques de recherche, et au-delà de la recherche fondamentale, le lien avec les Suds et les interactions avec les partenaires socioéconomiques de ces pays permet de nourrir des expertises et des recherches appliquées qui ont été saluées lors de l'évaluation. Les expertises sont conduites dans le cadre de contrats avec des bailleurs de fonds régionaux ou internationaux, tels que la Banque mondiale, et ces deux activités ont été labélisées au titre de la science citoyenne par le HCERES.

De façon générale, Prodig incite au travail collectif de ses équipes, en particulier à travers une collection d'ouvrages permettant de situer son positionnement dans les grands débats de société, ce qui suppose un travail commun dans le cadre de séminaires internes. C'est l'une des façons de revendiquer les spécificités de la pensée géographique du laboratoire.

Franck Lavigne note que de nombreuses UMR possèdent plusieurs tutelles. Cette situation peut sembler compliquée à gérer. Actuellement, le LGP est placé sous la tutelle du CNRS, de l'Université Paris 1 et de l'Université Paris Est Créteil, mais vient d'apprendre que cette dernière tutelle devrait disparaître bientôt, parce que la politique du CNRS vise à ce que les laboratoires relèvent au plus de deux tutelles. Pour le moment, les unités de taille importantes possédant de nombreuses tutelles sont épargnées par ce mouvement qui se concentre sur les

petits laboratoires. Le LGP fera en sorte de conserver ses trois chercheurs rattachés à l'UPEC, auquel il tient absolument, mais cette situation est difficile.

Sandrine Michel, UMR 5281 ART-Dev, indique qu'ART-Dev a été créée en 2011 dans son périmètre actuel. L'UMR compte cinq tutelles et quelque 80 enseignants-chercheurs et ART-Dev assume pleinement sa pluridisciplinarité qui associe au départ des géographes et des économistes rejoints par des chercheurs en science politique et en sociologie.

L'unité prend très au sérieux les questions évoquées ci-dessus. La direction cherche depuis toujours à accorder une place importante à l'initiative individuelle, qui peut emprunter des voies parfois non anticipables, tout en apportant une animation de l'unité au quotidien : ce travail consiste à mailler les initiatives des unes et des autres pour créer du collectif, ce qui est d'autant plus indispensable qu'ART-Dev regroupe des disciplines, des chercheurs et des équipes de recherches très différents. Cette recherche constante de collégialité donne l'envie d'être ensemble et n'empêche pas d'affirmer des identités scientifiques et des manières différentes de travailler et de produire.

Les chercheurs considèrent leurs travaux des points de vue disciplinaires, ce qui est la base de leur évaluation par l'unité, car cette reconnaissance est importante : il est donc fait appel aux listes du HCERES en économie, en géographie et en sciences politiques. La liste propre à l'économie conduit à une forme d'hystérisation parce qu'elle est révisée chaque année, parce que les revues y sont classées et parce que des champs entiers de la production d'ART-Dev n'y sont pas pris en compte. Les listes de géographie et de sciences politiques ne sont quant à elles pas classées. Malgré ces difficultés, l'unité permet à ses chercheurs de se référer aux critères qui prévalent dans leurs propres disciplines tout en adoptant une approche critique, car il est important qu'ils puissent se repérer par rapport à leurs communautés d'appartenance.

Le travail collégial conduit en parallèle à une production spécifique interdisciplinaire, mais la question se pose alors de savoir comment la faire reconnaître, alors qu'ART-Dev estime que c'est dans cette direction que se situe son projet scientifique. Pour ce faire, les revues et collections qui acceptent les travaux interdisciplinaires ont été identifiées, mais ces revues sont assez rares, et ce type de travaux prend essentiellement place dans les ouvrages publiés directement par ART-Dev. Lors de la publication du bilan de mi-parcours demandé par les tutelles, il est apparu que la production pluridisciplinaire est surtout thématique et essentiellement centrée sur l'environnement et la biodiversité.

Ce champ très dynamique échappe néanmoins à l'organisation par disciplines. C'est pourquoi il a été décidé de le soutenir au premier chef dans le cadre du travail de valorisation. Les équipes qui y sont impliquées sont en train de mettre en place des modes particuliers de valorisation qui ont été inventoriés. Ils s'avèrent qu'ils ne sont pas pris en compte par les critères actuels d'évaluation : cela renforce le besoin des modes de valorisation par l'unité elle-même, ce qui est pleinement assumé et très motivant, puisque cela légitime et renforce l'invention de nouvelles formes individuelles et collectives de production scientifique. L'avenir dira comment cette démarche sera reçue, mais cette dynamique se révèle solide.

De la même façon qu'au sein de Prodig, l'UMR a été très satisfaite de constater l'augmentation du nombre de cosignatures en interne lors de la dernière évaluation. Ce patrimoine de départ permet à présent l'ouverture à des cosignatures externes, ce qui est très positif. Il est en revanche très difficile dans ce contexte de développer une organisation de l'unité pour accompagner cette dynamique scientifique : l'organisation actuelle par axes est à certains moments peu efficace, même si elle a très bien joué son rôle à d'autres moments. On assiste actuellement à un retour à cette logique, mais il reste difficile d'accompagner des collectifs très dynamiques pour les inciter au travail collectif alors que la géométrie des besoins est toujours variable : l'enjeu est de jouer de la collégialité pour transformer les dynamiques de recherche en dynamiques collectives.

Dans ce contexte, le projet scientifique d'ART-Dev ressort comme un pivot solide sur lequel s'appuyer à condition de l'interpréter de façon souple : l'axe transversal prévu au départ n'a pas fonctionné aussi bien que prévu, mais a néanmoins permis d'adopter des approches collectives. Il faut prendre acte de la nécessité d'une réinvention permanente d'une collégialité qui fait pleinement sens dans des unités qui ont choisi d'associer des collectifs de chercheurs issus de différentes cultures scientifiques.

Éric Denis, UMR 8504 Géographie-Cités, partage la position qu'Élisabeth Peyroux. L'unité Géographie-Cités est riche d'une forte diversité de ses approches et productions. Pour autant, ses membres partagent une culture d'équipe qui constitue un socle commun pour la collégialité, ce qui est renforcé par le choix commun de l'*open access*, à la fois en ce qui concerne les productions, les logiciels et les corpus qui sous-tendent les productions. Il reste d'importants efforts à faire en la matière, mais ce mode de partage essentiel pourrait peut-être aujourd'hui être valorisé comme un mode de publication – même s'il faudrait encore faire des efforts pour qu'il soit pleinement reconnu, ce qui est loin d'être le cas. Ce fossé avec la réalité doit être comblé, ce d'autant plus que l'ouverture des travaux et des données est de plus en plus obligatoire au titre des contrats ANR ou européens.

Le nombre de publications collectives issues des trois équipes qui forment Géographie-Cités augmente. De nombreux collègues veillent à mettre en valeur les plus jeunes chercheurs, ce qui ne va pas sans difficulté compte tenu de la tendance de jeunes chercheurs à l'individualisme, notamment dans des domaines en lien avec la médecine, la statistique ou encore l'informatique. La publication d'articles individuels dans les revues les plus prestigieuses est en effet coûteuse, ce qui oblige à maintenir un équilibre tout à fait problématique pour ne pas susciter l'incompréhension des plus jeunes en cas de refus. La réflexion sur ces aspects n'est pas encore mûre alors que la question ne pourra que devenir de plus en plus prégnante. En parallèle, il faut veiller à ce que la publication dans des revues proches de l'unité ne devienne pas un réflexe.

Par ailleurs, il existe des espaces plus larges de collaboration, à l'exemple du LabEx DynamiTe ou du GIS CIST, où des dynamiques de réflexion et de publication communes conduisent à de nouveaux programmes. Pour autant, les dynamiques centrifuges s'affirment – ERC et programmes européens – et promeuvent des collectifs beaucoup plus larges qui débordent les UMR et qui seront difficiles à agréger et à valoriser en termes de publication.

Échanges avec les participants

Erika Flahault, UMR 6590 ESO, explique que la taille de l'UMR ESO est très importante de puis longtemps. Elle ne résulte pas d'une fusion, possède sept tutelles et est répartie entre cinq sites. Le fonctionnement collégial est historique au niveau de la gouvernance, et y fonctionne très bien, mais cela ne signifie pas que ce réflexe soit présent systématiquement au niveau des chercheurs et des doctorants. Qu'il s'agisse des programmes de recherche ou des publications, le problème actuel est donc de ramener cette logique commune à chaque membre du laboratoire.

L'ancienne revue *ESO Travaux et documents* a disparu en 2017 parce que l'ingénieur d'études qui était chargé de sa coordination est parti à la retraite et n'a pas été remplacé sur cette tâche. Ce changement a été le tournant qui a amené à s'interroger sur le fait de repenser la communication et la valorisation des travaux, et plus particulièrement ceux des doctorants et jeunes chercheurs.

En 2017, ESO a créé une mission Communication et IST pour s'efforcer de reconsidérer la communication interne et externe et la valorisation de ses travaux. Cette mission porte notamment sur les modalités de communication de l'extérieur vers l'intérieur, ce dont Erika

Flahault est chargée aux côtés d'un ingénieur de recherche en humanités numériques. À ce titre, un audit a été conduit au sein de chaque site pour identifier les pratiques et besoins des chercheurs en termes de valorisation des recherches, en particulier pour cerner les besoins qui peuvent faire l'objet d'une mutualisation.

À la suite de cet audit, des groupes de travail ont été constitués progressivement pour envisager les solutions possibles, ce qui n'est pas simple compte tenu de la charge de travail des chercheurs : il faut pour y participer qu'ils y trouvent un intérêt pour la communauté et pour eux-mêmes. La direction s'efforce néanmoins d'y impliquer une personne au moins par site (Rennes, Nantes, Angers et Caen), ce qui ne va pas sans difficulté. Pour autant, à la suite de l'audit, il a été fait en sorte d'élaborer un dispositif numérique dont la mise en place prendra plusieurs années, parce que la dimension des données apparaît stratégique : les chercheurs y sont donc le plus possible sensibilisés, alors que cette dimension reste souvent oubliée lors du dépôt et du traitement des projets de recherche.

Ce dispositif numérique est articulé autour de trois pôles :

- Communication et IST : qualité des sites Internet, réseaux sociaux et corpus numériques, en particulier ;
- Formation et apprentissage, notamment en ce qui concerne les outils de la TGIR, qui restent très mal appropriés en raison d'une très mauvaise connaissance de ceux-ci par les chercheurs ;
- Gestion et production des données de recherche, de la captation jusqu'à la pérennisation des corpus et sous des formes très différentes. Ce point est d'autant plus important qu'ESO est une unité pluridisciplinaire qui associe sociologues, géographes, psychologues, chercheurs en sciences de la communication, aménageurs, etc. Les données peuvent donc prendre la forme de cartes, d'images, des textes ou encore d'entretiens. Un pôle de gestion des données a été mis en place afin d'éviter les saisies multiples.

Ce projet se déploie à moyen et long terme, brique par brique, en veillant à créer une dynamique appropriable par tous les membres de l'UMR.

Béatrice Collignon indique que le HCERES a publié le 14 novembre 2018 un communiqué de presse intitulé « *Du bon usage des critères d'évaluation de la recherche* », qui annonce la publication, le même jour, de la communication « *Evaluation de la recherche : critères et indicateurs* ».

Un nouveau directeur du HCERES prendra bientôt ses fonctions, et le directeur sortant a ainsi communiqué dans un sens assez positif, puisque le communiqué de presse annonce notamment « *un processus d'évaluation dynamique, répondant à une logique d'adaptation à l'écosystème évalué et intégrant une révision régulière des référentiels utilisés.* » Dans ce contexte, il serait intéressant de faire connaître au HCERES les résultats de cette rencontre.

DEUXIEME TABLE-RONDE :

DIVERSITE DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE, VALEURS

DES DIFFERENTS SUPPORTS, PLACE DES LANGUES ET DES TERRITOIRES

Présentation

Clélia Bilodeau, Ladyss, observe que les échanges ci-dessous ont témoigné d'une grande diversité de productions et de pratiques, notamment collectives : ouvrages, films, expositions, journées d'étude, catalogues en ligne, logiciels, corpus, sites Internet, etc. C'est la preuve

d'une volonté forte de transférer les connaissances et de le faire à travers l'ancrage dans les territoires de recherche et/ou dans ceux où se situent les laboratoires.

Cet enthousiasme à multiplier les supports au-delà de la rédaction d'articles est très positif. Pourtant, s'il existe bien dans les grilles d'évaluation du HCERES des catégories réservées aux films, aux sites Internet, etc., elles figurent à la fin du document à remplir. Et même si les laboratoires concernés affichent la diversité de leurs productions, les chercheurs ne peuvent pas toujours s'impliquer dans l'ensemble des supports proposés par les laboratoires, bien que la diversité des productions fasse partie des critères pris en compte lors de leurs évaluations individuelles.

La question de la diversité de la production scientifique se pose donc à la fois au niveau des laboratoires et des chercheurs, et il revient donc de s'interroger sur les façons de la favoriser. Il faudrait aussi se questionner sur les éventuelles contradictions entre une évaluation à travers les revues internationales et une valorisation au sein des territoires, où la recherche peut être coconstruite.

Nathalie Lemarchand, Ladyss, rappelle que le CNFG, l'UGI, et les revues TEM et BELGEO ont organisé une journée consacrée aux revues scientifiques le 22 novembre 2018 à Lille. Sa principale conclusion a souligné la grande vitalité et la grande volonté d'initiative des revues – dont *Les cahiers de géographie du Québec*, *Belgeo*, *Urbanités*, *Feuilles de géographie*, etc., qui y étaient représentées. L'éventail des revues existantes va de la revue LGBT, qui est libre, gratuite, bénévole, et Tout-public, à la revue *Outre-Mers*, qui s'est rénovée tout en assumant son héritage, en passant par *Urbanité*, dont le budget annuel est de 300 euros et qui tient à son absence de tout adossement institutionnel. Le monde des revues est donc très dynamique, ce qui est très rassurant.

Par ailleurs, les questions du multilinguisme et de la valeur des traductions ne doivent pas être négligées. Du fait de la difficulté d'approche des supports utilisant des langues minoritaires dans la recherche, la publication dans des revues qui ne sont ni francophones ni anglophones est minorée lors des évaluations et les articles publiés dans ces langues minoritaires ne sont que très peu pris en compte, alors qu'il existe probablement d'excellentes revues de géographie en Grèce, par exemple. Il est donc très regrettable de ne pouvoir explorer le panorama complet des revues pertinentes au niveau international lors des évaluations de dossiers, ce qui revient à négliger nombre de références de qualité. L'évaluation du multilinguisme semble donc un point important. En parallèle, la valeur de la traduction scientifique n'est toujours pas reconnue, ce qui est dommageable.

Un autre aspect majeur est celui de la standardisation des grilles d'analyse. Lors des grands congrès pluriels en géographie, et notamment lors de celui de l'UGI, il est possible de rencontrer des doctorants qui préparent leurs thèses dans un pays très éloigné de leur aire linguistique et culturelle, et qui seront évalués à partir de grilles d'analyse qui peuvent omettre certains critères essentiels dans le cas de recherches situées. Et lorsque le choix de coproductions Science-société est retenu, il faut veiller à rendre possible l'accès aux supports produits par les populations concernées en utilisant leurs propres langues et non uniquement le français ou l'anglais.

Enfin, le mouvement de la Francophonie regroupe 90 États dans le monde, et il ne faut pas négliger le rôle du français ailleurs qu'en France. Ainsi, lors du deuxième *International symposium* réuni par les collègues tunisiens, ceux-ci, ainsi que les autres chercheurs du Maghreb qui étaient présents, ont témoigné de pressions visant à les faire passer à une production en anglais et non en arabe et en français, qui sont pourtant les langues qu'ils parlent.

Interventions

Anne-Laure Amilhat-Szary, UMR 5194 PACTE, juge rassurant le partage des efforts des laboratoires ici présents pour la diversification des productions. Ces modalités d'élaboration devraient figurer systématiquement en préambule des productions – si ce n'est pas déjà le cas – pour les placer clairement au cœur des agendas collectifs.

Ceci étant, cette diversification représente des injonctions et une charge de travail supplémentaires par rapport aux travaux classiques. Garantir le meilleur lien possible avec la société signifie par exemple de participer à des événements le week-end ou en soirée, et il faut trouver les bons moyens pour garantir la continuité de la ligne de vie scientifique des unités.

La vie d'un chercheur commence par le doctorat, et PACTE veille à accompagner ses doctorants notamment en termes de publications. La charte du doctorat de l'unité est assez complète et remet en partie en cause la tradition de cosignature des thèses par leurs directeurs, puisque l'évaluation par les pairs est désormais anonyme – ce qui ne doit pas signifier qu'il faut plonger les doctorants dans la solitude. Des ateliers d'écriture sont ainsi notamment organisés sur des questions allant de la stratégie d'écriture de la thèse jusqu'aux revues dans lesquelles les doctorants pourront publier. Afin de favoriser le travail collectif, les doctorants de PACTE ont investi les murs des laboratoires pour y installer des expositions d'Art-Science en interne : cela permet à chacun de mieux connaître le travail des autres chercheurs.

Les doctorants sont aussi impliqués dans les études thématiques – *Refugee studies*, *Environment studies*, etc. –, mais le CNU ne les prend pas en compte à ce jour, et il faut encore faire évoluer le HCERES sur ce point. Pour plusieurs postdoctorants, il a fallu intervenir après une première année de non-reconnaissance de certains de leurs travaux par les CNU de sciences politiques, de géographie et d'économie, afin de montrer lors de l'évaluation suivante que ceux-ci relevaient en fait en partie de ces différentes disciplines. Il faut veiller à cette forme de valorisation, parce que les comités de sélection restent essentiellement disciplinaires : même si de nombreux doctorants adoptent avec enthousiasme la pluridisciplinarité, leurs thèses doivent pouvoir s'inscrire dans le cadre existant.

PACTE travaille en faveur du plurilinguisme, principe que la Revue alpine a adopté de façon pionnière en publiant systématiquement dans deux langues. Il s'agissait au départ du français et de l'anglais, ce qui était coûteux, et la revue publie désormais dans la langue d'origine et de l'article et en anglais : cela permet d'être lu à l'international sans homogénéiser la pensée. L'anglais est bien entendu prépondérant, et PACTE a décidé de financer tout projet de publication d'articles en anglais, car il s'agit d'un investissement jugé prioritaire.

Cela n'empêche en rien que PACTE participera par exemple à un projet de publication en espagnol d'une thèse portant sur le Chili. Et en parallèle, il faut faire des efforts constants pour ne pas oublier qu'il est possible de publier à l'international dans *Les cahiers de géographie du Québec*, dans *Belgeo* ou encore dans *Geographia Helvetica*, qui acceptent des articles dans plusieurs langues. Il est d'ailleurs de plus en plus possible de publier en anglais et d'imposer que la version originale soit également publiée pour le même prix, ce que facilitent les supports numériques. De façon plus stratégique, traduire en chinois permettrait de faire exploser les H-Index, et cette opportunité mériterait l'attention.

Enfin, PACTE veille à être présent dans la cité. Grâce à ses chargés de communication, son site Internet est attractif et comporte la page « *PACTE dans la cité* » pour mettre en valeur les participations du laboratoire lors d'événements qui ont lieu en dehors du temps de travail. PACTE fait aussi partie des unités reconnues pour sa capacité à coconstruire des travaux avec des acteurs locaux, territoriaux et internationaux. Cela suppose néanmoins d'être reconnu comme légitimes pour coconstruire les résultats et de proposer des formes nouvelles de restitution – films, revues ouvertes en ligne, etc. Il faut aussi être en mesure de partager les corpus et les étapes intermédiaires de la recherche, ce qui n'est pas simple.

En dernier lieu, il faudrait pouvoir cosigner des travaux coconstruits avec des partenaires externes qui ne sont plus seulement des acteurs interviewés. En pratique, les chercheurs publient classiquement certains des verbatims recueillis sans leur demander leurs avis, mais le statut des personnes interviewées devient une réelle question non encore résolue à ce jour. PACTE expérimente donc des formes exploratoires ouvertes, qui restent problématiques, à travers des conventions de valorisation qui fonctionnent très mal pour le moment, ce qui ne signifie pas qu'il faille renoncer. Ainsi, collaborer avec un artiste peut se traduire par l'exposition de travaux dans un musée qui souhaitera lui payer des droits, ce qui pose la question de leur partage entre l'artiste et l'organisme de recherche.

Vincent Frigant, UMR 5113 GREThA, souligne que le GREThA est pour ainsi dire monodisciplinaire : il comporte essentiellement des économistes qui travaillent de façon étroite et sur des sujets communs avec quelques gestionnaires, mathématiciens et statisticiens.

Ce laboratoire a évolué au fil des années, mais ne s'est pas vraiment ouvert à la pluridisciplinarité, pas plus qu'au multilinguisme : en économie, la frontière de la science se trouve aux États-Unis, où se trouvent les principales revues de la discipline, qui sont classées. Les parcours des chercheurs sont assez homogènes, partant d'une période de publication dure pour adopter ensuite des responsabilités administratives et de valorisation dans les laboratoires.

Quoi que l'on pense de ces réalités, les chercheurs en économie sont légitimes à les faire valoir et il faut savoir l'entendre. De plus, du fait de la proximité entre Bordeaux et Toulouse, où se trouve le laboratoire de Jean Tirole, nombre de chercheurs du GREThA devenaient agrégés en économie à un âge très jeune et devenaient sans grande expérience maîtres de conférences à Bordeaux ou Montpellier, ne pouvant le plus souvent pas prétendre enseigner à Toulouse. Ils n'en étaient pas moins très formatés sur le modèle propre à la discipline. Les thèses d'économie sont elles-mêmes de plus en plus des thèses par articles et non des thèses classiques, puisque le métier d'enseignant-chercheur en économie consiste à publier des articles.

Le milieu de l'économie échappe ainsi largement à l'engouement pour la diversité des productions et pour le plurilinguisme, même s'il est exact que cela pose de réels problèmes. Ainsi, il a été impossible à un chercheur ayant mené des travaux poussés sur le RSA de publier dans les revues anglo-saxonnes, et l'article rédigé en anglais a fini par être publié dans une revue française.

Pour autant, la pression exercée par l'organisation adoptée par la discipline fait sens pour les chercheurs. Un certain nombre de chercheurs du GREThA proviennent de l'étranger, sont passés par les Universités de Stanford, de Berkeley ou d'Oxford, et possèdent d'emblée une vision internationale de la recherche en économie : la plupart d'entre eux n'écrivent pas de livres et certains n'en lisent pas non plus, mais n'en sont pas moins de bons enseignants. Ils ne réclament pas que les autres visions et pratiques de la discipline disparaissent – pluridisciplinarité, autres formes de valorisations, recherches contractuelles et de terrain en lien avec la Région, etc. Au quotidien, il faut faire avec ces réalités de la recherche standard : recherche de la publication dans les revues de rang 1, modèles mathématiques purs, bases de données énormes, etc.

Ces comportements majoritaires comportent néanmoins des formes d'incohérence : ainsi, une collègue qui s'y inscrit est venue solliciter de son responsable de programme un montant de 300 euros pour soumettre un article auprès d'une revue classée, sans pour autant être capable d'aller chercher des financements. Il a fallu lui indiquer que cette somme ne pourrait provenir que du budget d'un collègue qui produit une recherche contractuelle : c'est ce genre de questions que doivent gérer les responsables de laboratoires en économie, en rappelant qu'ils constituent des collectifs dont les membres dépendent les uns des autres.

Béatrice Collignon confirme qu'il faut tenir compte du fait que les chercheurs sont soucieux de leurs carrières, ceci en parallèle de la pérennité des laboratoires. La question est alors d'articuler ces deux dimensions.

Stéphane Ghiotti, UMR 5281 ART-Dev, partage de nombreux points déjà évoqués. Nombre de collègues, et en particulier des chercheurs du CIRAD qui travaillent au Brésil, valorisent leurs travaux dans les revues des pays d'Amérique latine et centrale dont la qualité est élevée bien qu'elles soient souvent mal cotées au moment de l'évaluation, ce qui n'est en rien justifié.

Ces mêmes chercheurs soulignent les difficultés qu'ils éprouvent pour relier leurs travaux de recherche et d'expertise. Ils font valoir qu'il est en particulier difficile de valoriser les expertises menées par manque de temps pour le faire, ce qui implique une très mauvaise lisibilité des savoir-faire et connaissances très précis construits à cette occasion, en particulier *via* des contrats noués avec des collectivités territoriales.

ART-Dev assume ces formes de développement des connaissances, par exemple dans le cadre de partenariats conclus en Europe de l'Est, qui prévoient que les publications soient rédigées en polonais ou en lituanien, par exemple, dans des revues mal classées pourtant dotées de comités de relecture et dont les chercheurs publient aussi à l'international. Aux côtés des publications d'articles à visée internationale, qui sont donc rédigés en anglais, il est important de valoriser ces formes de travaux à impact au départ plus local au risque, à défaut, de favoriser une forme de standardisation qui mettrait à mal une réelle ouverture aux relations aux populations et partenaires locaux.

Olivier Labussière, UMR 5194, PACTE, pose d'abord la question « *Qu'est-ce que faire expérience de recherche ?* » Cela suppose de disposer du temps nécessaire pour rassembler les conditions d'une démarche expérimentale, puis pour la mener et pour en suivre les effets individuellement et collectivement. Cette question rejoint celle de la recherche située, puisqu'il s'agit de savoir si l'on s'attache dans le temps à des terrains et à des contacts ou si l'on choisit de les abandonner rapidement afin de maintenir un certain rythme de production. Ce choix est difficile, comme le montre un projet actuel mené par PACTE. Il qui consiste dans le montage d'un atelier vidéo destiné à plusieurs chercheurs afin de leur proposer d'être formés à la réalisation de films documentaires. En pratique, les différences entre les objectifs des chercheurs les amènent à se saisir de ce moyen de différentes manières, et les rassembler sur cet objet s'avère très long et périlleux du point de vue de la structuration d'un groupe.

Ce type de difficultés est aussi manifeste dans le cadre de la mise en place actuelle d'une résidence filmique, ce qui a pour but de diversifier les pratiques de l'unité : certaines structures proposent des formats de résidences prêts à l'emploi, mais qui ne correspondent pas aux attentes de PACTE, et il faut donc souvent réduire la voilure pour rester au plus près de l'expérience à laquelle les collègues sont attachés.

Par ailleurs, les relations déployées avec des chercheurs n'appartenant pas aux sciences sociales dans le cadre de projets en sciences sociales de l'énergie montrent l'importance du fait de travailler très en amont pour réussir des projets pluridisciplinaires débouchant sur des formats alternatifs. Avant même que le contrat démarre, il faut trouver les lieux et les temps collectifs pour éviter les rivalités et l'imposition de postures scientifiques, ceci en développant des infralangages afin de développer des manières de s'entendre qui respectent les points qui semblent importants aux différentes parties prenantes. Du point de vue de la politique scientifique, ce temps est très important, parce qu'il permet de rassembler des éléments d'expérience à partir desquels développer des positions publiques porteuses en particulier de formats divers et originaux.

Pascal Grouiez, Ladyss, souligne que les spécificités du champ des économistes sont un point problématique pour le travail pluridisciplinaire, comme l'a rappelé Vincent Frigant. De nombreux collègues adhèrent aux conditions standard de l'évaluation à travers la publication d'articles dans des revues anglo-saxonnes de rang 1. En revanche, de nombreux économistes souhaiteraient valoriser leur métier par d'autres moyens, mais sont pris dans ce discours. Cela les place dans une situation schizophrénique, puisqu'ils doivent répondre à des injonctions totalement contradictoires : ils doivent se conformer à celles du CNU pour pouvoir construire leurs carrières tout en participant à la volonté de construire du collectif dans leurs laboratoires.

Pour les économistes, il en résulte forcément la nécessité d'abandonner la perspective de travaux pluridisciplinaires, ce d'autant plus que leur mode d'évaluation standard conduit à la remise en cause de la pertinence de certains objets de recherche. Il est par exemple très difficile de publier des travaux faisant appel à des géographes dans les revues anglo-saxonnes de rang 1.

Sandrine Michel affirme que la description faite par Vincent Frigant est tout à fait juste. Il ne fait aucun doute que les collègues dont il parle doivent faire l'objet de considération, mais il n'apparaît pas qu'ils soient représentatifs de la communauté internationale des économistes.

Aux États-Unis comme ailleurs, ces communautés sont plurielles et sont partout prises dans les mêmes contradictions que le sont les chercheurs français. Lors du colloque consacré à la régulation en 2015, des collègues américains proches de cette orientation ont témoigné avoir été mis totalement sur la touche parce qu'ils ne disposent pas des outils de résistance qui existent en France, bien qu'ils ne soient pas toujours aussi visibles qu'ils pourraient l'être. Nombre de collègues économistes veillent à leurs carrières individuelles, mais acceptent de travailler dans le cadre de collégialités à réinventer au-delà des formes universitaires classiques, ce qui est une perspective pour toute la profession.

Par ailleurs, ART-Dev se donne des temps d'élaboration collective, ce qui est délicat. Les cultures disciplinaires comptent et l'acculturation réciproque exige de la durée, mais ce temps n'est pas perdu. Dans le même temps, la tendance actuelle est à rendre la recherche rentable, ce qui a par exemple conduit à Montpellier – où des universités comportant des sciences sociales ont fusionné avec des universités de sciences dures – à donner aux SHS un rôle d'étayage aux programmes de recherche en sciences dures (par exemple en biologie ou en santé), qui sont ceux qui rapportent. Ce type de relations n'est pas critiquable en soi, mais les SHS sont actuellement dépourvues pour défendre leur rôle propre en termes d'objectifs scientifiques.

Franck Lavigne relève que la situation des économistes ressemble beaucoup à celle des géographes physiciens, à ceci près qu'ils la connaissent depuis toujours. La pression de la publication des articles en anglais est forte, surtout sur les jeunes chercheurs qui ne peuvent pas y échapper. La logique de la publication dans les revues anglo-saxonnes n'est pas forcément individualiste, et les articles signés collectivement sont nombreux en géographie physique comme en économie. Il est difficile de demander aux jeunes chercheurs de se consacrer à d'autres tâches. Les chercheurs qui ont obtenu un poste, en revanche, ont la liberté de s'organiser pour publier différemment ou proposer d'autres formes de production, mais manquent le plus souvent de temps.

Christine Kosmopoulos, UMR Géographie-Cités, pointe la tension entre la valorisation et l'évaluation quantitative. En ce qui concerne la valorisation, l'espace est ouvert et innovant en particulier grâce aux nouvelles technologies et aux multiples supports qui peuvent être utilisés. En revanche, la politique scientifique est de plus en plus normative et hiérarchisée, et valorise essentiellement les publications d'articles dans les revues internationales à comité de lecture.

Lors de son évaluation quinquennale de 2017, Géographie-Cités a constaté que le HCERES a introduit de multiples nouvelles catégories, ce qui semble favorable. Lors de ces évaluations, les équipes sont toutefois contraintes de ne retenir que les 20 % du total de leurs productions pouvant être jugés comme les plus intéressants, ce qui se restreint en pratique à des articles de revues et à des chapitres d'ouvrages.

En termes de valorisation, l'*open acces* est un moyen prometteur. Il faut toutefois que les laboratoires vérifient que les formules qui leur sont proposées correspondent à un authentique accès ouvert, donc sans coût pour l'auteur : les applications qui font payer les APC sont souvent d'énormes machines commerciales qui ruinent les universités et les organismes de recherche par ce moyen, tout comme en faisant payer en aval l'accès à des revues d'accès payant.

En outre, il est très important de comprendre comment le système actuel d'évaluation de la recherche a été mis en place à partir des années 1950 – histoire sur laquelle ont travaillé Michelle Dassa et Christine Kosmopoulos – pour devenir l'actuel rouleau compresseur de la diversité et des spécificités de la production scientifique selon les disciplines. L'objectif de ses promoteurs est en effet d'imposer les mêmes critères (en l'occurrence quantitatifs) à tous les types de recherche.

Michelle Dassa, INSHS, précise que l'INSHS a il y a près de dix ans mis en place l'outil RIBAC, qui permet de valoriser l'ensemble des productions et activités de ses chercheurs en-dehors des publications. Et en effet, les chercheurs en économie ont par rapport à l'ensemble des chercheurs du CNRS des pratiques de publication très différentes : les trois quarts de leurs publications prennent la forme d'articles de revues, ce qui n'est pas du tout le cas des géographes (la moitié environ) et encore moins des historiens (un quart environ).

En septembre 2018, dans la Lettre de l'INSHS, un article de Christine Kosmopoulos et Michelle Dassa a été publié à propos des publications des géographes. Il montre que ceux-ci s'expriment dans un grand nombre de revues, et que les indicateurs retenus par le HCERES (reWall et Scopus) ne font pas grand-sens compte tenu des pratiques des géographes, qui publient peu dans les revues prises en compte par ces indicateurs. Ces données concrètes semblent importantes pour l'argumentation.

Morgane Retière, doctorante à l'Université Paris 8 et à l'Université de San-Paolo, est très sensible à la question des relations entre science et sociétés et des modalités d'engagement et de relations avec les personnes qui participent aux enquêtes. Au Brésil, les chercheurs du campus en agronomie sont par exemple très proches des agriculteurs qu'ils rencontrent chaque semaine, ce qui n'est pas du tout le cas en France.

Au-delà de la publication d'articles, Morgane Retière s'interroge donc sur le type de retours à produire après l'obtention de son doctorat vis-à-vis des personnes auprès de qui ont été menées les enquêtes, et plus globalement sur l'utilisation de ce travail. Par ailleurs, elle a déjà publié six articles en tant que coauteure au Brésil, où il est normal d'apprendre en faisant et de communiquer simplement sur les travaux en cours, alors qu'il semble en France qu'il faille publier systématiquement des articles de la plus haute qualité, qui plus est dans la bonne revue. Au Brésil, les colloques sont en grande partie l'occasion de retours d'expériences, en grande proximité avec les acteurs, et il serait intéressant de trouver le bon équilibre entre cette approche et les exercices plus théoriques courants en Europe, même si la tâche s'annonce sans doute difficile.

Thomas Lamarche rappelle que l'idée de réunir des économistes et des géographes lors de cette rencontre vise à travailler ensemble pour construire un autre référentiel.

Comme cela a été dit, la situation semble très stabilisée (via des listes de revues classées) pour l'économie, mais il n'en reste pas moins que les indicateurs sont toujours des constructions

sociales, reflet des positions dominantes dans le champ. Il est donc possible d'en produire d'autres en s'appuyant sur les capacités de résistance existantes. Que les économistes travaillent entre eux ou avec des géographes, ils seront certes évalués par le même CNU, mais plusieurs combats se poursuivent avec l'Association française d'économie politique notamment pour produire des indicateurs alternatifs afin de rendre compte du pluralisme du champ de l'économie.

Les niveaux de contrainte diffèrent à l'échelle individuelle, à celle des laboratoires et à celle des associations professionnelles. Cela crée des espaces de liberté, même si les collègues les plus jeunes font souvent preuve d'un plus grand esprit de conformité. L'individualisme des jeunes économistes est particulièrement développé chez ceux et celles qui ont le plus intégré ces critères majoritaires d'évaluation et qui espèrent en tirer profit dans une logique *winner takes all*, qui est néfaste pour tous les chercheurs. Dans ce contexte, il faut créer une stratégie pour défendre une vision différente, qui est celle du travail collectif afin d'éviter une séparation des stars et des invisibles, qui n'est pas souhaitable.

TEMPS D'ÉCHANGE :

VERS DE NOUVEAUX REFERENTIELS POUR LES PRODUCTIONS ET LES ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Jean-Luc Chautagnat, facilitateur, La manufacture coopérative, indique que la manufacture coopérative est un partenaire du Ladyss qui œuvre dans le domaine de la recherche-action dans le champ de l'ESS. Son rôle consistera à accompagner les participants dans la convergence de leurs idées et propositions en ce qui concerne un nouveau référentiel afin d'aboutir en fin de journée à une base de travail commune. Pour ce faire, le travail collectif sera animé en plusieurs temps. Le premier consiste à tirer les enseignements des propos ci-dessus, ceci en répondant aux quatre questions qui ont été distribuées à tous au début de la rencontre, et qui sont les suivantes :

1. Quelles pratiques de recherche sont-elles actuellement sous-évaluées ?
2. Quel est l'effet des dispositifs d'évaluation sur les pratiques de recherche ? En quoi est-ce un frein à la diversité des profils et des pratiques ?
3. Dans les pratiques de recherche individuelles ou collectives aujourd'hui, quelles expériences originales ne sont-elles pas valorisées ?
4. Quelles sont les pratiques d'évaluation qui permettent de rendre compte de la variété des productions scientifiques ?

Sur cette base, les participants sont conviés à participer au « 1-2-4-all » : ils sont conviés à réfléchir seuls, puis par groupes de deux et de quatre, afin de faire émerger des thèmes de proposition sur le thème abordé aujourd'hui à partir de ces trois questions :

1. Quel est l'ensemble des éléments qui permettront de fonder un référentiel rendant compte de toutes les activités de la recherche ?
2. Comment imaginer d'autres manières de faire, d'autres dispositifs d'évaluation ?
3. Comment articuler une proposition alternative en tenant compte des cadres normatifs actuels ?

Les participants réfléchissent individuellement aux thèmes qu'ils souhaitent proposer à partir de ces questions avant de se réunir par tables de deux puis de quatre personnes afin de les mettre en commun, puis font part des thèmes ci-dessous.

Mise en visibilité et valorisation des pratiques jusqu'ici invisibles : il s'agit de rendre visibles toutes les tâches non évaluées actuellement et de mettre en lumière l'ensemble des pratiques pédagogiques qui émergent des projets de recherche. Ceci comprend en particulier les animations de réseaux de recherche et de réseaux d'acteurs, ainsi que les missions d'expertises et les recherches-actions.

Valorisation des contributions personnelles à la réflexion collective : en pratique, l'apport individuel de chaque chercheur à la réflexion collective et aux travaux de son laboratoire n'est pas valorisé pour le moment dans le cadre du déroulement de sa carrière, si ce n'est indirectement lors de l'évaluation de l'unité dans son ensemble. Or, cet aspect du travail de recherche exige du temps de travail indispensable pour participer aux réunions d'animation, d'organisation et d'orientation du laboratoire. Il faudrait donc le mettre en visibilité.

Valoriser l'ensemble des dynamiques de recherche : la recherche ne se résume en rien à la publication des articles, mais suppose un ensemble de tâches (rassemblement des corpus, réponses aux appels d'offres, restitution auprès des personnes enquêtées, etc.) qui disparaissent lors de la publication, ceci alors qu'elles pourraient faire l'objet d'une réflexion intégrée sur les modalités de fabrication de la recherche elle-même.

Négocier des critères d'évaluation *ex ante* : cette proposition permettrait aux laboratoires eux-mêmes de définir de façon négociée leurs critères d'évaluation à la fin des périodes, afin qu'ils deviennent pleinement un acteur de leur évaluation. Cela suppose de nouer des contacts avec l'évaluateur et de prendre des engagements sur la base desquels sera conduite l'évaluation de la production.

Les critères définis seraient multiples et à la fois collectifs et individuels : cela permettrait de les décliner au niveau de chaque chercheur et donc d'éviter de surcharger les emplois du temps. Les chercheurs pourraient aussi avoir la possibilité d'écarter à l'avance un ou deux critères d'évaluation. Selon cette logique, les laboratoires et/ou les chercheurs pourraient choisir des critères d'évaluation exceptionnels lorsque des actions originales sont menées.

Savoir précisément qui évalue et selon quel point de vue : à ce jour, l'identité des évaluateurs est inconnue. Il serait donc très indiqué de savoir qui évalue concrètement les travaux afin que l'évaluateur assume pleinement son évaluation en précisant d'où il parle : cette assomption claire de la subjectivité est mise en œuvre par la revue alternative **Acmé** (An International Journal for Critical Geographies), qui propose par défaut que le nom de l'évaluateur soit connu. D'autres revues ont aussi mis en place ce dispositif.

Évaluer à partir des pratiques contemporaines et émergentes : le principe retenu serait de se fonder sur les pratiques actuelles et émergentes – utilisation du numérique, nouveaux rapports aux terrains, insertion dans des réseaux internationaux virtuels, etc. – pour construire un nouveau référentiel d'évaluation, plutôt que de ne retenir que ce qu'ont toujours fait les laboratoires, ce qui est la pratique actuelle. Ce changement inciterait les chercheurs à se rapprocher des jeunes générations (notamment de chercheurs) et de leurs modes d'appropriation de la recherche.

Développer une approche matricielle de l'évaluation : cette approche consisterait à évaluer à la fois les éléments d'entrée et de sortie des projets de recherche. Évaluer les points d'entrée permettrait de saisir la diversité des activités, donc notamment de mettre en lumière toutes les tâches rendues invisibles par les modalités actuelles d'évaluation. L'évaluation des points de sortie reposerait sur la multiplication des points de vue : évaluation par les pairs, par les acteurs concernés, etc.

Faut-il des critères d'évaluation spécifiques aux SHS ? : les participants de la table qui soumet cette interrogation sont dans l'ensemble plutôt opposés à cette perspective, car elle reviendrait à découper le champ des sciences et à marginaliser les SHS en les cantonnant à un

pré carré. Selon une autre formulation, il s'agirait de penser l'évaluation dans le contexte des relations de légitimité entre SHS et sciences de la nature.

Cette démarche reposerait sur le fait que la science comprend une diversité de méthodes et d'approches et donc une diversité de fait des modalités d'évaluation : à ce titre, l'importation récente aux lettres et aux SHS de critères portant sur la durée des thèses et sur leur contractualisation, qui provient directement des pratiques des sciences de la nature et qui prend de l'ampleur dans les établissements, pourrait être remise en cause. Il faudrait au contraire articuler des critères nationaux communs d'évaluation de la recherche avec des modalités différentes d'application selon les disciplines – qui subsistent de toute façon, y compris selon les diverses sciences de la nature.

Créer des réseaux de laboratoires : ces réseaux permettraient d'organiser des échanges réguliers entre laboratoires pluridisciplinaires partageant les mêmes thématiques et/ou problématiques, afin de mettre en commun les nombreux points de similitude et les spécificités. Ces réseaux seraient notamment le moyen de faire connaître et de défendre des approches nouvelles pour l'évaluation de la science en général et des SHS en particulier. Ces réseaux existent déjà dans le cadre des pratiques de recherche, mais l'objectif serait de créer un niveau supérieur de collaboration.

Mettre en valeur les relations internes et externes : cette démarche aurait pour but de valoriser lors de l'évaluation les réseaux de relations qui se nouent au sein des laboratoires et qui permettent de nourrir un certain nombre de productions, tout comme les relations avec les autres laboratoires et les différents acteurs non académiques.

Faire valoir l'importance des liens entre science et société : faire porter l'évaluation des travaux et démarches de recherches plus explicitement sur la qualité de leurs liens avec la société permettrait de valoriser des modes de diffusion plus larges ainsi que la place et la valeur du discours des experts et la diversité des acteurs impliqués dans la recherche, en évitant la hiérarchisation des discours. Cela permettrait aussi d'ouvrir les espaces scientifiques aux habitants des quartiers proches comme aux personnes ayant participé à la recherche, ceci en réinterrogeant l'éthique des relations avec celles-ci. Il faudrait aussi s'interroger sur le bilan écologique de la recherche et le prendre en compte.

Construire des lieux de discussion autonomes : ces lieux de discussion rassembleraient des chercheurs et des laboratoires par ailleurs en compétition, ceci afin de définir les catégories d'évaluation en y incluant aussi les acteurs externes concernés.

Accorder une place aux acteurs non académiques : cette proposition a pour but de donner une place à ces acteurs dans le cadre des évaluations, puisque ceux-ci sont aussi partie prenante sur le terrain et *via* les publications. Cela participerait à la nécessité de développer une science accessible aux acteurs avec lesquels les chercheurs travaillent, tout en étant de haute qualité. Cela suppose en particulier de tenir compte des temporalités de ces acteurs.

Élargir la notion d'impact : l'objectif de cette proposition est de prendre en compte toutes les activités déployées dans le cadre des travaux de recherche, depuis l'amont jusqu'à l'aval, tout en se souciant de l'accessibilité par les citoyens. Tous les acteurs publics et citoyens – et non les acteurs privés – devraient de la sorte être associés à l'analyse de l'impact des travaux en la ciblant avant tout sur ses aspects qualitatifs.

Définir un plan d'action pour défendre de nouveaux critères d'évaluation : pour défendre de nouveaux critères, il faudra faire la liste des alliés potentiels et s'efforcer de les rencontrer. Cela concerne par exemple l'INSHS, mais aussi les universités, qui revendiquent de plus en plus le caractère pluridisciplinaire de la recherche.

Élargir le champ de l'évaluation à toutes les formes de production : dans cette logique, les valeurs d'un article, d'une exposition ou d'un film ne seraient pas hiérarchisées *a priori*. Cette approche reviendrait cependant à multiplier les actes d'évaluation, ce qui pose question.

Désamorcer les craintes face à l'évaluation : ce point apparaît important compte tenu de l'anxiété que l'évaluation suscite souvent. Il a pour corollaire le fait que les évaluateurs adoptent une attitude bienveillante et non pas autoritaire et articulée autour d'une logique de sanction.

Jean-Luc Chautagnat propose à présent d'en passer à la formule du cyclotron. Les participants sont invités à se diviser en groupes thématiques et à circuler entre eux. Dans un premier temps, l'étape de la discussion consiste à lister les questions propres à un thème donné. Le deuxième temps est celui des réponses à ces questions, avant que celles-ci soient précisées et complétées lors d'une troisième étape, sans chercher à remettre en cause les premières réponses. Et durant le quatrième temps, chaque groupe reviendra à sa table thématique de départ pour dresser une synthèse.

Le cyclotron est organisé pendant une heure environ à partir du regroupement par thèmes des éléments mentionnés ci-dessus. Les restitutions des six groupes sont ensuite partagées.

Groupe 1

En préalable de toute évolution des principes d'évaluation, il semble important de dresser un état de l'art des travaux effectués en SHS à ce sujet, notamment en histoire. L'autre grande question préalable est : « *faut-il évaluer ?* »

Selon le groupe, l'évaluation collective devrait permettre de partager et de justifier les recherches, mais les pressions managériales actuelles ne permettent pas d'atteindre cet objectif. Par ailleurs, il faudrait s'interroger sur les coûts et le temps importants consacrés à l'évaluation face aux résultats sur lesquels elle débouche. Il est loin d'être certain qu'elle soit actuellement efficace, puisque la recherche n'est pas meilleure depuis que le poids de l'évaluation a augmenté.

Enfin, pour instaurer une meilleure relation entre évaluateurs et évalués, plusieurs moyens pourraient être développés :

- Connaître clairement les critères d'évaluation ;
- Mettre en œuvre des co-évaluations, notamment à travers la participation aux grilles utilisées ;
- Pouvoir contester les évaluations ;
- Lever l'anonymat des évaluateurs ;
- Mettre en place des suivis pluriannuels des programmes de recherche par le même évaluateur, afin de permettre un réel accompagnement sur la base d'objectifs constants.

Groupe 2

La question principale examinée est « *Comment mettre en place un ou des réseaux formels ou informels de laboratoires et de collectifs de recherche qui se mobiliseraient sur la question de l'évaluation ?* » Ces collectifs permettraient de débattre des critères et des conditions d'évaluation, et pourraient devenir des forces de proposition en jouant un rôle de contre-pouvoirs. Ils seraient aussi un moyen de faire baisser la concurrence entre laboratoires et entre chercheurs. Il faudrait néanmoins qu'ils veillent au respect des minorités dans le cadre de ces collectifs.

Pour mettre en place ces réseaux, il faudrait :

- Savoir si le périmètre adéquat est national ou international, ceci en fonction des objectifs. Ce point d'a pu être tranché, mais dans le second cas, la perspective de réseaux internationaux ne parlant pas uniquement français a été évoquée comme préférable ;
- Déterminer s'ils doivent ou non concerner uniquement les SHS ;
- Définir les modalités de financement ;
- Choisir s'il faut les institutionnaliser ou non, ce à quoi les réponses diffèrent au sein du groupe. Créer de nouveaux réseaux formels est potentiellement lourd et la perspective de réseaux informels qui financeraient un certain nombre de réunions à partir d'autres budgets pourrait être plus praticable ;
- Définir le pouvoir qui leur serait accordé.

La première action possible de ces réseaux semble être la création de listes de diffusion pour permettre la mise en commun d'informations, voire d'outils. La création d'espaces *wiki* proposant des ressources a aussi été évoquée.

Groupe 3

Le groupe s'est penché sur la place des acteurs non académiques, que ce soit sur le terrain, dans le cadre des publications et en termes de temporalité de la recherche.

Différentes méthodes et pratiques permettent de rapprocher les chercheurs des acteurs non académiques : recherche-action, recherche participative, recherche-interventions, entre autres. Mais dans tous les cas, il apparaît qu'élargir leur place suppose d'être attentifs à l'adaptation de l'expression linguistique et à la posture de recherche auprès de ces acteurs – et ceci à toutes les étapes des projets, de la définition du co-questionnement initial jusqu'à celle des modalités d'accès de tous aux résultats, aux données et au travail mené en commun.

Bien que le manque d'intérêt, le manque de temps ou la crainte de prises de risques restent fréquents, les acteurs non académiques peuvent quant à eux souvent être intéressés par la recherche afin d'acquérir des savoirs et des savoir-faire et/ou développer des ressources nouvelles permettant de légitimer leurs positionnements et leurs actions. Ils peuvent à ce titre être motivés pour des coopérations sur le temps long, car la durée renforce leur légitimité.

Travailler en lien avec les acteurs non académiques suppose par ailleurs d'accepter pleinement le fait que la recherche est un processus, et que celui-ci est dans le cadre de certaines enquêtes aussi important que les résultats de la recherche : il faudrait donc inventer des modalités pour valoriser cet aspect lors de l'évaluation. Ceci étant, la question de la reconnaissance de la participation et de l'investissement temporel de ces acteurs n'a pas trouvé de réponse claire, même pour ceux qui souhaitent pratiquer une recherche inclusive.

Groupe 4

Les modalités permettant de valoriser le caractère dynamique et le processus entier des projets de recherche ont été examinées par le groupe. Il semble plus ou moins facile de le faire selon les disciplines, et pour ainsi dire impossible pour les sciences de la nature, ce qui peut poser problème lors de programmes interdisciplinaires. En ce qui concerne les SHS, cette valorisation au fil des différentes étapes semble en général possible, mais il semble difficile de sortir de la logique de publication d'articles. C'est pourquoi il serait utile de dresser un inventaire de toutes les pratiques possibles de recherche, et en particulier des dispositifs artistiques, pédagogiques, ludiques, participatifs, etc.

D'autre part, les processus de recherche font l'objet d'une répartition genrée des investissements et des activités inégalement visibles et valorisées. Bien souvent, les tâches quotidiennes d'animation des collectifs reviennent à des femmes, contrairement à l'exercice du pouvoir. Cette répartition inégale implique des répercussions sur les carrières individuelles au fil du temps.

Groupe 5

La question traitée était « *Pour ou contre des dispositifs spécifiques d'évaluation pour les SHS ?* » La situation en la matière apparaît en tension. En effet, il existe un attachement manifeste à considérer les SHS en tant que sciences comme les autres, bien que comme toute science, leurs spécificités aient des conséquences sur leurs productions.

Le temps de la recherche, en particulier, est plus long dans les SHS que dans d'autres sciences, ne serait-ce qu'en raison du temps nécessaire au recueil des données. Les supports privilégiés diffèrent également, en particulier à travers le fait que le format du livre (individuel ou collectif) soit privilégié par plusieurs disciplines des SHS. D'autres formes de publications telles que les films de recherche existent également, non seulement pour transmettre les résultats obtenus, mais aussi comme outil de recherche en tant que tel. Les modalités de recueil des données sont aussi spécifiques : sciences participatives, enquêtes individuelles, protocoles laissant sa place à l'informel, etc.

Pour autant, il existe une crainte de marginalisation des SHS en cas d'adoption de critères spécifiques d'évaluation. Le groupe propose donc d'introduire de nouveaux critères d'évaluation pour l'ensemble des sciences, en partant du principe que tous les chercheurs et tous les laboratoires n'ont pas vocation à être évalués sur la base des mêmes critères, mais sur une certaine proportion de l'ensemble des critères possibles, ceci en fonction de leur pertinence au cas par cas.

Groupe 6

Les débats ont porté sur les liens entre science et société, en examinant en particulier les modalités de diffusion plus large des démarches et résultats et la place des non experts et des personnes interrogées lors des enquêtes. Les questions abordées sont les suivantes :

- Comment rendre légitime la coproduction avec les acteurs non académiques ?
- Comment intégrer la montée de l'expertise des populations agissantes ?
- Comment influencer sur la fabrique du rapport entre pouvoir et savoir ?

Ces questions pourraient être portées au sein d'un réseau de laboratoires, en précisant qui commande la recherche et qui définit les problèmes, tout en adoptant une approche critique vis-à-vis de la science citoyenne. Il faudrait aussi restituer les résultats de la recherche pour qu'ils puissent être appropriés par les acteurs non académiques, et leur donner prise lors de chaque étape des projets, y compris en créant des objets de recherche moins fermés et en mettant en place des situations de coalescence.

Le groupe souligne aussi l'importance à accorder aux étapes amont, dans la perspective d'une construction démocratique tout au long de la chaîne des savoirs, depuis la commande jusqu'aux ressources mobilisées. Il faudrait aussi se donner les moyens du partage et de la reconnaissance des connaissances coproduites et nouvelles, et enfin ouvrir les espaces scientifiques : publications, séminaires, colloques, laboratoires, etc.

DEBAT SUR L'ENSEMBLE DES PROPOSITIONS

Jean-Luc Chautagnat explique qu'après la restitution des travaux collectifs, il s'agit à présent d'ouvrir la discussion. Ce temps de débat mouvant a pour but d'estimer l'adhésion à l'ensemble des propositions issues du cyclotron. Quatre positions de base sont proposées au départ : « *pas d'accord* », « *sceptique* », « *pourquoi pas ?* » et « *tout à fait d'accord* », sachant que chacun peut changer d'avis au fil des échanges.

Les participants se regroupent selon ces quatre positions. Une majorité de participants se range du côté « d'accord ».

Thomas Lamarche est tout à fait d'accord avec les propositions issues des groupes. Elles consistent pour l'essentiel à mettre des forces en commun et à échanger les regards sur les modalités de la recherche, sur les modalités du lien entre science et société et sur la nécessité de ne pas être pris au piège d'un modèle d'évaluation univoque.

Stéphane Ghiotti est sceptique, en particulier sur certains points. L'évaluation a en effet une vertu qui est celle de rendre compte de ce que fait la recherche et comment, ce qu'il ne faut pas négliger.

Claude Grasland, UMR Géographie-Cités, est également sceptique. S'il ne faut pas accepter que les objectifs des chercheurs soient fixés d'avance, il est indispensable de procéder à une évaluation très stricte de leur travail. Du reste, l'absence d'évaluation est pénible. Par ailleurs, l'accent a été mis trop souvent spécifiquement sur les SHS, sans considérer la science dans son ensemble.

Blandine Veith, Ladyss, [J'ai un petit doute sur l'identité de la personne qui a pris la parole. Merci de vérifier selon vos propres souvenirs ou lors de la relecture du texte par les participants] s'affirme aussi sceptique en raison d'une certaine confusion entre les évaluations des individus, des articles et des laboratoires, alors qu'il faudrait bien distinguer les critiques en fonction du type d'évaluation en cause.

Vincent Frigant confirme cette impression. Il était parfois difficile de savoir si l'évaluation des individus ou des laboratoires était discutée, alors que l'objet et le but des multiples évaluations individuelles sont différents. Il aurait sans doute fallu tenir compte des spécificités propres aux SHS et en particulier au milieu des économistes : dans ce dernier cas, les pratiques actuelles ont été tellement intégrées que les remettre frontalement en cause ne pourrait que susciter des réactions de rejet pur et simple. Il faut donc avancer avec prudence.

Nicole Matthieu, Ladyss, se range dans le camp « *pourquoi pas ?* ». La question n'est pas tant de se prononcer pour ou contre l'évaluation que de réagir face à l'instrumentalisation que produisent ses modalités actuelles qui conduisent à la standardisation des travaux et à une mise en concurrence qui peut nuire au progrès scientifique.

Nathalie Blanc est plutôt tout à fait d'accord avec les propositions issues des groupes. Il faut préciser que cette journée n'a exprimé aucune condamnation de l'évaluation en tant que telle, à un tel point que l'on pourrait en être presque surpris. La question des spécificités des SHS en la matière semble avoir été largement évoquée, mais l'interrogation collective porte surtout sur les façons d'évaluer.

Élisabeth Peyroux est d'accord avec les travaux des groupes et note que la question de l'ouverture des sciences à la société a été transversale. Il faudra donc suivre la façon par laquelle ce point s'inscrira dans le nouveau référentiel que les participants souhaitent développer.

MISE EN COMMUN ET SYNTHÈSE

Nathalie Blanc remercie tous les participants pour leurs contributions actives au mode d'animation retenu, qui visait à favoriser les échanges et à envisager une action collective par la suite à partir de la synthèse des propositions émises ce jour. En tout état de cause, le Ladyss est très satisfait de la qualité des échanges de ce jour et espère vivement que cette rencontre ait pu répondre aux attentes des participants.

Il reste à savoir si les partenaires réunis ici souhaitent aller plus loin collectivement et comment valider le contenu de ces éventuelles suites. Plusieurs idées ont été exprimées pour mettre en place un réseau de laboratoires et pour entrer collectivement en dialogue avec les

instances compétentes (HCERES, CNRS, etc.) sur les référentiels d'évaluation, en lien avec d'autres collectifs.

L'équipe de rédaction du Ladyss propose de dresser le compte-rendu et la synthèse de cette rencontre. Ces textes seront adressés à toutes les personnes présentes afin qu'elles réagissent sur ces documents, ce qui n'exclut pas de les communiquer à d'autres personnes. L'étape suivante pourrait être de s'accorder sur un premier texte de position. Par ailleurs, si un collectif nouveau émerge de ces premiers échanges, il serait intéressant que d'autres laboratoires accueillent ses rencontres afin de mettre en place une structuration réellement collective.

Ces premières propositions sont soumises aux personnes présentes.

Béatrice Collignon remercie le Ladyss pour son invitation. Comme d'autres échanges avec des collègues, cette journée montre le besoin de réfléchir collectivement aux questions de l'évaluation au niveau des laboratoires, même s'il est difficile de séparer cet aspect de l'évaluation des chercheurs du point de vue individuel.

De ce point de vue, les échanges entre les directions des laboratoires et des chercheurs n'y appartenant pas, initiés ce jour, sont importants pour concevoir des interventions sur des fonctionnements collectifs qui risquent de mettre les laboratoires en concurrence. À ce sujet, l'évaluation est un point important, mais d'autres points pourraient être évoqués. Il convient néanmoins certainement de commencer à travailler en réseau sur l'évaluation avant de les aborder.

Sandrine Michel se félicite de cette initiative du Ladyss, qui a été l'occasion d'échanger sur des thématiques vécues au quotidien et dans le feu de l'action au sein des laboratoires. Pour avancer sur les questions évoquées ce jour, il faudra d'autres rencontres, et ART-Dev propose d'accueillir la réunion de ce collectif en 2020.

Il faudra aussi formuler clairement la feuille de route. Il ne s'agit pas de la restreindre à la question de l'évaluation, qui est vaste et qui n'a pu être entièrement traitée ce jour. Une des questions structurantes à aborder est celle de l'évaluation de l'efficacité des processus de recherche, parce que les modalités actuelles de l'évaluation proviennent en grande partie du souci de l'efficacité des dépenses publiques. En parallèle, il y a lieu de s'interroger sur le rôle des scientifiques pour proposer des critères alternatifs pour la recherche. À condition de mener l'effort de conceptualisation nécessaire, c'est un aspect central à propos duquel les SHS peuvent faire valoir une de leurs spécificités.

Anne-Laure Szary se joint aux remerciements exprimés ci-dessus, parce que cette rencontre apporte de la force pour avancer collectivement. Il est typique des SHS et louable de vouloir aller au fond des questions évoquées ce jour, mais il est aussi très souhaitable de disposer rapidement d'un court texte qui puisse circuler y compris auprès du CNU, avec lequel il est très important d'engager un dialogue.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que d'autres disciplines scientifiques envient les SHS, comme le montrent certains échanges qui ont lieu sur le site Internet de l'Université Grenoble Alpes, essentiellement consacré aux sciences dures. Les chercheurs qui s'y expriment regrettent que leurs échanges avec les citoyens se limitent aux quelques jours de la Fête de la science et aimeraient faire plus et autrement en ce sens. Certaines aspirations peuvent donc être partagées entre les chercheurs des SHS et des sciences de la nature. Quoiqu'il en soit, les personnes ici présentes seront bienvenues à Grenoble lors de rencontres à venir.

Élisabeth Peyroux demande à quel moment la démarche entreprise ce jour sera ouverte à d'autres participants. Faut-il la proposer à des laboratoires relevant d'autres disciplines que celles des SHS, tout en continuant à élaborer ses contenus ?

Nathalie Blanc propose qu'un premier texte construit collectivement soit élaboré à l'issue de cette rencontre. Une fois ce texte adopté, il pourrait être le moyen d'inviter d'autres laboratoires à rejoindre la réflexion. Il faut néanmoins que les participants ici présents s'accordent sur le calendrier de son élaboration et de sa diffusion.

Le Ladyss propose de rédiger une version martyre de ce texte et de l'adresser aux laboratoires ici présents pour amendements et adoption collective avant de le diffuser à d'autres unités. Lors d'une réunion comparable qui pourrait avoir lieu en 2019, un autre document pourrait bien entendu être adopté si les nouveaux laboratoires qui auront alors rejoint la démarche le souhaitent.

Thomas Lamarche indique que l'Association française d'économie politique a été contactée par des collègues chercheurs en gestion, parce que la course aux meilleures places du classement est très active en économie et en gestion. Dans le courant du premier trimestre 2019, il est prévu d'organiser une réunion publique autour de l'économie, puis d'inviter les chercheurs en gestion à rejoindre le mouvement par la suite tout en l'ouvrant à des laboratoires pluridisciplinaires, notamment à ceux qui travaillent en géographie. Ces échanges sont très importants pour tenir compte des différences qui existent selon les disciplines en ce qui concerne l'évaluation.

Béatrice Collignon soutient l'idée d'un texte court disponible rapidement et qui puisse être adressé à la CNU, aux sections du CNRS concernées et à l'HCERES, en leur indiquant que la réflexion se poursuit. La situation est dramatique, puisque la CNU outrepassse ses missions dans le cadre de la 23^{ème} section en présélectionnant les candidats aux postes disponibles.

Au-delà des disciplines représentées ce jour, les laboratoires d'archéologie pourraient être très intéressés par la réflexion qui débute. Le projet de texte mentionné ci-dessous devrait-il être proposé pour signature à d'autres laboratoires qui relèvent des sections 39, 31, 40, 37 ? Il est moins certain que les laboratoires de linguistique (34^{ème} section) puissent être intéressés.

Nathalie Lemarchand insiste sur le caractère collectif de la démarche engagée et juge qu'une première version du texte peut être rédigée rapidement sur la base des notes prises par les participants. Parmi ses futurs destinataires qui pourraient le signer, il ne faut pas négliger les équipes d'accueil de toutes tailles, qui sont elles aussi très concernées par la question de l'évaluation.

Nathalie Blanc précise qu'en vertu d'une récente réforme, les équipes d'accueil perdront leur statut national. Il appartiendrait aux universités de décider de la configuration de celles de ces équipes qui ne sont pas des UMR, ce qui s'inscrit dans la dénationalisation actuelle de la recherche et est très problématique.

Thomas Lamarche remarque que de nombreux points communs sont apparus ce jour entre les laboratoires présents : il semble donc opportun de présenter un texte court et sans doute de prévoir une autre rencontre. Il est probable qu'il soit préférable d'ouvrir progressivement la démarche à d'autres unités et à d'autres champs de recherche des SHS, parce que les logiques propres aux différentes disciplines ne sont pas forcément convergentes à l'avance. Il faut réfléchir en amont aux bonnes façons d'inclure peu à peu les disciplines non représentées aujourd'hui.

Blandine Veith rappelle que la sociologie est une composante historique du Ladyss, et qu'elle a donc en quelque sorte été représentée ce jour.

Nicole Matthieu juge qu'il faudrait probablement s'adresser en premier lieu aux laboratoires pluridisciplinaires, où la question de l'évaluation est la plus aiguë et où la réflexion en commun est une réalité ancrée dans l'expérience des collectifs.

La séance est levée.